

LE LYCEE DE 1939 A 1945

La Guerre Mondiale bouleversa complètement la vie du lycée et lui infligea des pertes et des mutilations encore plus grandes et plus cruelles que la Grande Guerre. En octobre 1939, le lycée garda l'usage de ses locaux à l'exception de ceux



du petit lycée qui furent affectés à une école communale dont les bâtiments avaient été réquisitionnés par l'autorité militaire. La rentrée scolaire ne s'effectua qu'avec deux semaines de retard comme en 1914, nombreux étaient les membres du personnel mobilisés et on dut recourir à des moyens de fortune pour les remplacer en particulier, l'autorité supérieure fit appel à des dames ou à des demoiselles de l'enseignement féminin qui se tirèrent avec plus ou moins de bonheur de la tâche difficile qui leur était confiée.

Le nombre des élèves s'accrut beaucoup pendant l'année scolaire 1939-1940, du fait des repliés de la zone des armées, puis à partir du mois de mai 1940, du fait des réfugiés. Le plus grand nombre venait de la région parisienne. Le lycée déjà trop petit en temps normal pour sa population scolaire - réussit cependant à donner asile à 340 pensionnaires cependant que 492 externes en suivaient les cours, soit en tout 832 élèves au 30 juin 1940. En outre, deux établissements annexes avaient été créés, tous deux mixtes : un à Saint-Quay-Portrieux, ouvert le 2 octobre, dans la grande salle du Casino et dans un immeuble réquisitionné qui fut fréquenté par 243 élèves (126 garçons plus 117 jeunes filles), tous externes, de la 6ème à la 1ère.

La deuxième annexe fonctionna au Val-André dans l'hôtel Victoria ouverte le 13 octobre, elle compta 172 élèves (84 garçons plus 88 jeunes filles) tous externes, eux aussi, de la 6ème à la seconde.

Le personnel de Saint-Quay-Portrieux et du Val-André était constitué essentiellement par des professeurs également repliés (professeurs hommes et dames des lycées de Paris surtout, mais aussi de Versailles, de Metz, de Laon). En juin 1940, du fait de la guerre, le lycée atteignit le plus gros effectif de son histoire avec 1.325 élèves : 247 candidats furent reçus au baccalauréat.

L'invasion de la Bretagne par les Allemands entraîna la fermeture définitive de l'annexe du Val-André le 29 juin et de celle de Saint-Quay-Portrieux le 29 juillet. Quant au lycée, après une interruption du 15 au 23 juin, St-Brieuc ayant été occupé le 20 juin, les cours furent prolongés jusqu'au 29 juillet. Il n'y eut ni distribution de prix, ni même impression de palmarès. Déjà, à partir du 13 juillet, des troupes allemandes s'étaient installées dans une partie des locaux. Les bâtiments furent entièrement occupés le 30 septembre, à la veille de la rentrée. Jusqu'au dernier jour, c'est-à-dire jusqu'en août 1944, ils devaient le rester. Le lycée fut utilisé par les Allemands comme caserne et comme dépôt de munitions et de ravitaillement : la plaque « lycée Anatole Le Braz » sur la grande grille de l'entrée fut remplacée par une autre portant la nouvelle affectation « Kaserne Theodor Koerner », du nom d'un des poètes prussiens du mouvement de la « Liberté » mort au champ d'honneur au cours des combats de la guerre de libération de 1813.

La rentrée scolaire se fit cependant en octobre 1940 mais avec quelque retard. Réduit à l'externat, le lycée répartit ses élèves dans deux immeubles : cinq classes fonctionnèrent dans le petit lycée qui, distinct par ses locaux du grand lycée, avait échappé à la réquisition

allemande ; dix classes furent entassées à proximité dans le grand immeuble Fracassi, rue du 71e Régiment d'Infanterie ; cet immeuble était dans un état de délabrement avancé, ce qui lui valut d'être désigné tout de suite, même dans les papiers administratifs, du nom dérisoire de « château » ; trois ou quatre pièces d'une maison de la rue de la Gare abritèrent les bureaux du Proviseur et de l'économiste. En cours d'année, quatre classes supplémentaires furent aménagées de la gendarmerie, rue des Bouchers, sur l'emplacement même de l'ancien collège avant 1789.

En avril 1943, le petit lycée et le « château » furent abandonnés à la suite d'un bombardement qui avait détruit plusieurs immeubles et fait plusieurs victimes dans le quartier de la Gare ; après une interruption de quelques semaines, les cours reprirent dans les locaux de l'école du Sacré-Cœur qui étaient auparavant affectés au Collège de Jeunes Filles, celui-ci ayant été lui-même complètement dépossédé par les Allemands dès les premiers jours de l'occupation : des cloisons en planches avaient été sommairement établies dans des dortoirs pour en faire des salles de classe. L'acoustique y était détestable et, comme on ne disposait malgré tout que d'un nombre très limité de locaux, il fallut mettre en application un emploi du temps vraiment monstrueux puisqu'il arrivait que certaines classes ne se terminaient qu'à 19 heures. Des alertes très fréquentes obligeaient les élèves à gagner, souvent plusieurs fois par jour, les tranchées-abris creusés dans les pelouses des Grandes Promenades.

À la rentrée scolaire suivante, le danger des bombardements étant désormais officiellement considéré comme sans gravité, les lycéens revinrent - pour ne plus les quitter jusqu'à de longs mois après la libération - au petit lycée, au « château » et dans les écuries de la gendarmerie.

En dépit de ces conditions matérielles très défavorables, malgré l'absence de tout internat le lycée réussit à maintenir à peu près ses effectifs : (1940-1941, 571 élèves ; 1941-1942, 541 élèves ; 1942-1943, 550 élèves ; 1943-1944, 525 élèves), mais, uniquement, grâce aux élèves-instituteurs des Côtes-du-Nord qui, les écoles normales ayant été supprimées dès le mois d'octobre 1940, par le gouvernement de Vichy, suivaient désormais les classes du lycée.

Le plus grand nombre des membres du personnel qui avaient été mobilisés en 1939 était rentré après l'armistice de juin 1940 mais plusieurs étaient prisonniers de guerre ; quelques-uns le restèrent pendant cinq ans et l'un d'eux, le professeur-adjoint Michel Geffroy, brillant soldat de la Grande Guerre, mourut en captivité.

Le Proviseur Monard, qui était en fonction en 1939, garda la direction du lycée Anatole Le Braz jusqu'à son départ pour Rennes en octobre 1941 ; il fut remplacé par le proviseur du lycée français de Damas qui, après la libération de la Syrie par les Forces Françaises libres et les Anglais, avait tenu à se faire rapatrier en France. Ce proviseur quitta Saint-Brieuc en mai 1943 pour devenir directeur des œuvres post-scolaires au ministère de l'Éducation Nationale et ce fut celui du lycée de Cherbourg, resté sans poste à la suite de la fermeture de son établissement, qui eut la lourde charge du lycée de Saint-Brieuc pendant les derniers mois de l'occupation.

Pendant les quatre années de celle-ci - années de lourde oppression, où la distribution des prix, par exemple, se trouva réduite à une simple lecture du palmarès, sans aucune participation extérieure, sans Marseillaise », sans drapeaux tricolores - les professeurs, professeurs-adjoints et répétiteurs montrèrent, pour la plupart, à l'égard du vainqueur provisoire, la réserve la plus digne ; plusieurs se mirent au service de la Résistance ou en furent les animateurs le professeur de seconde, Lavoquer, devint un des chefs de la lutte clandestine en Bretagne et ne dut qu'à la fuite d'échapper, en décembre 1943, aux recherches de la Gestapo ; le professeur d'anglais Guennebaud, un des fondateurs du mouvement « Libération-Nord » dans le département, fut arrêté dans sa classe en février 1944 et, après de longs mois

de détention, était en route pour les bagnes du 3^a Reich lorsque le désordre de la retraite allemande lui permit de recouvrer la liberté à Belfort à la fin de 1944. Le pasteur Crespin, chargé du cours d'instruction protestante, devait mourir, déporté à Dora. L'aumônier catholique, l'abbé Vaugarni, dut, de son côté, abandonner sans délai ses fonctions et se cacher, à la suite du service funèbre qu'il avait eu l'audace de célébrer en mars 1944 dans la chapelle Notre-Dame d'Espérance à la mémoire de trois élèves qui venaient d'être fusillés par les Allemands.

Quant aux lycéens, leurs hauts faits ont été magnifiquement célébrés dans le discours que prononça le professeur de Première, Delépine, le 12 juillet 1945, à la première distribution des prix qui suivit la Libération. C'est par ce discours que l'on peut se rendre compte de ce que fut, sous la botte allemande, la vie ardente et frémissante de cet établissement scolaire qui fut, à Saint-Brieuc, pendant toute la durée d'occupation, un grand foyer de pur patriotisme.

La germanophobie des élèves trouva, dès la rentrée d'octobre 1940, mille moyens de s'exprimer et d'agir : l'administration du lycée avait fort à faire pour effacer les inscriptions vengeresses ou prophétiques qui ne cessaient pas d'apparaître dans l'intérieur des locaux, et, aussi, pour empêcher la mise à mal ou la ridiculisation des portraits du Maréchal Pétain qui, par ordre supérieur, avaient été accrochés pourtant bien haut dans les classes.

Le 18 juin 1941, date anniversaire de l'arrivée des Allemands à Saint-Brieuc, la plupart des lycéens du second cycle, et même plusieurs petits, se présentèrent en classe, un crêpe à la boutonnière en signe de deuil. L'ordre d'enlever ce crêpe ne fut pas observé et il fallut le renouveler individuellement à chaque élève au moment de la sortie des cours pour qu'il fût finalement exécuté.

Au printemps 1942, un professeur de philosophie, suspect de sympathie pour les Allemands, commit, dans une leçon, l'imprudence de mettre sur le même pied Jeanne d'Arc, Napoléon, Hitler, Mussolini tous ses élèves sauf un quittèrent la classe. De nouveaux incidents survenus à la fin de l'année scolaire et au moment du baccalauréat rendirent impossible le maintien de ce professeur qui, effectivement, eut son changement au mois d'octobre suivant.

L'activité patriotique des élèves du lycée s'exerça aussi, et de plus en plus, à l'extérieur de l'établissement par des manifestations publiques déjà en décembre 1940 et ce fut à Saint-Brieuc la première désobéissance concertée aux prescriptions de l'occupant une trentaine d'entre eux entreprirent de descendre la rue St-Guillaume à gauche et en monôme, pour cette raison que la Kommandantur venait d'ordonner aux piétons de prendre toujours les trottoirs de droite. Comme des feldgendarmes avaient été postés dans le bas de la rue, il en résulta pour les lycéens quelques coups et aussi deux ou trois arrestations suivies d'une détention de vingt-quatre heures dans une caserne, détention consacrée à l'épluchage de pommes de terre.

Tous les ans, l'armistice victorieux du 11 novembre 1918 était commémoré et c'est ainsi que, en 1943, presque tous les élèves du second cycle firent grève de 11 heures à midi et se rendirent devant le monument aux morts de la ville.

Dès 1942, un groupe autonome de résistance avait été formé, qui participa activement à la lutte clandestine en saccageant, par exemple, les bureaux du R.N.P., en diffusant tracts et journaux, en surveillant les agents de l'ennemi, en projetant même un coup de main sur la prison de Saint-Brieuc pour délivrer des patriotes qui y étaient incarcérés. En novembre 1943, les membres de ce groupe - une centaine de jeunes gens - cherchaient à entrer dans une véritable organisation ; ils s'adressèrent pour cela à un de leurs maîtres, M. Lavoquer ; l'un d'eux lui apporta même le plan du terrain d'aviation de St-Brieuc. M. Lavoquer refusa d'abord car il s'agissait de jeunes gens encore mineurs. Mais quelques jours après, il apprit par son collègue M. Guennebaud, à qui un élève (Paul Coantiec) l'avait révélé, que le groupe

s'apprêtait à prendre d'assaut la prison jugeant l'entreprise d'une témérité folle, il s'interposa - et les ayant enrôlés, il put les faire renoncer à leur projet.

Toutes ces initiatives, trop souvent marquées de la témérité propre à la jeunesse, n'allèrent pas sans provoquer les représailles allemandes et sans faire des victimes : une trentaine d'élèves connurent à des époques différentes et pour des temps plus ou moins longs les prisons de l'occupant.

En une seule fois, au cours d'une rafle effectuée au lycée même, le 10 décembre 1943, vingt lycéens et élèves-maîtres furent arrêtés à la suite de bavardages imprudents et probablement d'une dénonciation d'un membre du P.N.B. qui avait procuré à la Gestapo une liste d'élèves résistants de quelques établissements scolaires des Côtes-du-Nord (collège de garçons de Dinan, E.P.S. de Guingamp, école Saint-Charles et surtout lycée A. Le Braz). Parmi les jeunes gens arrêtés, il y en avait trois (Georges Geffroy, Pierre Le Cornec et Yves Salaün) qui, quelque temps auparavant, avaient assailli près de la petite gare de Plérin, à proximité de Saint-Brieuc, un soldat allemand ; ils voulaient seulement l'assommer pour lui voler son revolver. Mais le coup avait manqué, une lutte s'en était suivie au cours de laquelle l'Allemand avait été tué avec son propre revolver. Les Allemands, ayant constaté que sa mort était imputable à une balle allemande, avaient classé l'affaire, convaincus qu'il s'agissait d'une rixe entre deux d'entre eux.

Mais ils découvrirent la vérité après les arrestations opérées le 10 décembre au lycée : en effet, Yves Salaün avait sur lui, en classe, l'arme capturée sur l'Allemand de Plérin. Il put bien la glisser à un camarade avant d'être emmené, mais les Allemands l'apprirent presque aussitôt et, dès le lendemain, les feldgendarmes revinrent au lycée et allèrent droit à la classe de Salaün, celle de mathématiques élémentaires sur la menace de déporter en Allemagne tous les élèves, et sur la promesse de ne pas inquiéter celui qui détenait le revolver, ils parvinrent à se faire livrer celui-ci. Les Allemands n'eurent aucune peine à l'identifier et à découvrir, ainsi, les auteurs du meurtre de Plérin. Le 21 février 1944, ayant été condamnés à mort, après avoir subi d'affreuses tortures, Georges Geffroy, Pierre Le Cornec et Yves Salaün furent fusillés au Mont-Valérien, après avoir montré un admirable courage qu'attestent les lettres qu'ils écrivirent avant d'être conduits au supplice. Un émouvant service funèbre fut célébré à leur mémoire.

Tout cela ne pouvait pas manquer de provoquer la fureur des occupants ; aussi, décidés à en finir avec une hostilité que les représailles les plus dures ne faisaient que rendre plus active, ordonnèrent-ils, en mars 1944, après une menace de déportation en masse dans le département de l'Indre (département prévu comme lieu de repli pour la population des Côtes-du-Nord), la fermeture des classes de tous les établissements secondaires de Saint-Brieuc à partir de la 4ème et l'expulsion hors des cinq départements bretons des élèves âgés de plus de quinze ans.

Très nombreux furent ceux qui se gardèrent bien d'observer cette prescription et qui restèrent sur place sous des camouflages variés quelques-uns gagnèrent les maquis déjà existants. Mais les trois promotions d'élèves-maîtres durent se laisser transporter avec six professeurs à Beaufort-en-Vallée, dans le Maine-et-Loire (c'est-à-dire hors de Bretagne) : il y avait là un ancien collège désaffecté depuis plusieurs années où, à partir du 16 avril 1944, les 92 ex-normaliens des Côtes-du-Nord se trouvèrent pratiquement mis en « résidence forcée ». Ils y trouvèrent les conditions matérielles les plus mauvaises, particulièrement pour la nourriture, mais ils ne devaient pas y rester bien longtemps. En effet, dès l'annonce du débarquement allié en Normandie, le 6 juin, sept d'entre eux, affiliés à divers mouvements de Résistance, partaient à pied, renonçant à se présenter au baccalauréat afin de rejoindre les

maquis bretons. Ils mirent sept jours, par des chemins détournés, à faire le trajet de 250 km. Les jours suivants, la plupart de leurs camarades les imitèrent et, par petits groupes, regagnèrent cette Bretagne d'où les Allemands avaient cru les chasser. Ils participèrent aux combats de la libération : quatre y périrent les armes à la main.

Ils ne furent pas les seuls, hélas, à mourir au Champ d'honneur car deux autres élèves du lycée avaient trouvé la mort dans les rangs des F.F.L. (Georges Royer, Pierre Vergos) ; huit autres, déportés en Allemagne, ne devaient pas en revenir (Jean Collet, Louis Dudoret, Jouis Guillam, Armand Guillou, Yves Harnois, Roger Le Houérou, Jean Lemoine, Raymond Quéré) et un dernier ne revint du bagne hitlérien que pour mourir peu après (Marcel Nogues).

Au total, dix-huit élèves et élèves-instituteurs, en cours d'études au lycée Anatole Le Braz, ont payé de leur vie leur amour de la patrie et de la liberté.

Soixante-et-un anciens élèves sont, de leur côté, morts pour la France soit dans les combats de 1939-1940, soit dans la résistance, quelques-uns en véritables héros (Yvon Jézéquel).

Leur mémoire à tous, jeunes et adultes, fut célébrée, le jeudi 14 juin 1945, dans une émouvante « veillée du souvenir », organisée par le professeur Paul Guennebaud, dans la cour d'honneur du lycée. Toutes les autorités civiles et militaires étaient présentes et un piquet d'aviateurs en armes rendaient les honneurs. L'appel des morts fut fait tandis que la vieille cloche de l'établissement sonnait le glas. Une scène de l'« Aiglon » fut représentée ; des chœurs et des poèmes patriotiques achevèrent la cérémonie à laquelle assistaient les familles des victimes.

C'est aussi pour rappeler aux jeunes générations d'élèves le sacrifice de leurs aînés mais cette fois d'une façon permanente et durable qu'un monument en pierre doit être sous peu inauguré dans cette même Cour d'Honneur du lycée Anatole Le Braz.

Les pertes en vies humaines subies par celui-ci au cours de la Guerre Mondiale ont donc été très grandes et elles ont porté en partie - c'est là un fait sans précédent - sur de tout jeunes gens, presque des enfants, élèves de Première, de Philosophie ou de Mathématiques et, par là, elles sont irréparables. Ces pertes ne furent pas les seules : d'autres dommages, purement matériels et, par suite, provisoires malgré leur gravité, furent causés par les Allemands : le 4 août 1944, en effet, la Wehrmacht, au moment d'évacuer Saint-Brieuc devant l'avance rapide des troupes américaines et l'action des maquisards, fit sauter une partie des bâtiments du lycée et un incendie, quelques heures plus tard, aggravait considérablement les destructions provoquées par les explosions.

A la rentrée d'octobre 1944, seules, les classes du petit lycée, peu touchées, avaient pu être remises en état. Le lycée proprement dit était entièrement inutilisable de sorte que, comme les années précédentes, la plupart des classes continuèrent à se faire dans le « château » et dans les anciennes écuries de la gendarmerie, rue des Bouchers.

(Extrait de « **Le Lycée Anatole Le Braz** » par **Alfred BESNIER**)